

SEANCE DU 17 JUIN 2014

Date de convocation : 13/06/2014

Nombre de conseillers :

En exercice : 15

Présents : 14

Votants : 15

L'an deux mille quatorze, le dix-sept juin, à 20h30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en séance publique sous la présidence de Monsieur Lionel VAN AERTRYCK, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs VAN AERTRYCK, MOIRÉ, LEMARCHAND, PARIS, BOULASSIER, BULET, LEDREUX, BOURNONVILLE, HULAUD, MONTEBAULT, QUERNEC, NOURRY, BAILLEUL (absent pour le vote 2014-49), BRAULT.

Absents : Catherine LANGLAIS ayant donné procuration de vote à Romain LEMARCHAND

Secrétaire : Stéphane QUERNEC

Le compte rendu du conseil municipal du 2 juin 2014 est approuvé.

Ajout de 3 points supplémentaires :

14. Mise en place du dispositif « argent de poche »

15. Dispositif « argent de poche » : institution d'une régie d'avances

16. Composition de la commission « associations »

N°2014-49 PARTICIPATION 2014 A LA CLASSE INCLUSION SCOLAIRE (CLIS) DE SAINT AUBIN D'AUBIGNE

La classe pour l'inclusion scolaire (CLIS) est une classe de l'école et son projet est inscrit dans le projet d'école. Elle a pour mission d'accueillir de façon différenciée dans certaines écoles élémentaires ou exceptionnellement maternelles, des élèves en situation de handicap afin de leur permettre de suivre totalement ou partiellement un cursus scolaire ordinaire.

La participation de la commune de Saint Médard sur Ille a été fixée à 423 € pour l'année 2014.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **valide** la participation à la CLIS 2014 pour un montant de 423 €.

N°2014-50 EXONERATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT POUR LES ABRIS DE JARDIN

Les modalités actuelles d'assujettissement des abris de jardin à la taxe d'aménagement ont été examinées en septembre 2013 lors du dernier comité de suivi de la réforme de la fiscalité de l'aménagement.

Une des pistes envisagées consistait à accorder la possibilité aux collectivités territoriales, chacune en ce qui les concerne, d'exonérer, en tout ou partie, les abris de jardin.

Le Parlement a récemment entériné cette proposition, en votant l'article 90 de loi de finances initiale pour 2014 qui ouvre aux collectivités territoriales la possibilité d'exonérer les abris de jardin soumis à déclaration préalable des parts communale, départementale et régionale de la taxe d'aménagement.

Cette disposition est codifiée au 8° de l'article L.331-9 du code de l'urbanisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **décide** d'exonérer de la taxe d'aménagement les abris de jardin de moins de 20 m².

N°2014-51 TAXE D'HABITATION SUR LES LOGEMENTS VACANTS

Il est proposé au conseil municipal d'instaurer une taxe d'habitation sur tous les logements vacants, selon les dispositions de l'article 1407 bis du Code Général des Impôts.

Pour l'application de la taxe, n'est pas considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est supérieure à quatre-vingt-dix jours consécutifs au cours de la période de référence. La taxe n'est pas due en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 13 voix pour et 2 abstentions :

- **décide** d'instaurer une taxe d'habitation sur tous les logements vacants depuis plus de deux années au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

N°2014-52 LOTISSEMENT COMMUNAL – ECLAIRAGE PUBLIC CHEMIN DES POIRIERS

M. le Maire présente à l'Assemblée le dossier concernant l'éclairage public Chemin des Poiriers.

Le montant estimatif à la charge de la commune est de 10 230 € HT.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **valide** l'étude détaillée du financement de l'opération
- **autorise** M. Le Maire à signer les documents relatifs à cette opération

N°2014-53 TRANSFERT D'EMPRUNT ENTRE LE BUDGET COMMUNE ET LE BUDGET LOTISSEMENT

En juin 2013, l'emprunt de 100 000 € à la banque Crédit Mutuel a été contracté sur le budget commune. Une partie de cet emprunt était destinée à financer la réalisation du

lotissement Les Poiriers. Le montant des mandats émis sur le budget lotissement en 2013 s'élève à 81 799.21€.

Il y a lieu de considérer que la part de cet emprunt correspondant à la valeur des mandats émis constitue une créance du budget lotissement vis-à-vis du budget communal. Il est nécessaire de procéder au transfert de cet emprunt sous forme d'une avance du budget communal remboursable par le budget lotissement dans les conditions suivantes :

- montant 81 799.21€
- chaque année, le budget lotissement remboursera un montant correspondant à l'amortissement du capital et aux intérêts de la part de l'emprunt qui lui est affecté, avec la possibilité de remboursement anticipé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **autorise** le transfert de cet emprunt sous forme d'une avance du budget communal remboursable par le budget lotissement.

N°2014-54 BUDGET COMMUNE – INVESTISSEMENT DECISION MODIFICATIVE N°2

Il y a lieu de transférer le montant de l'emprunt contracté par le budget communal en lieu et place du budget lotissement vers le compte d'avance remboursable en réalisant les écritures suivantes :

Dépenses

1641 : - 81 799.21 €

27638 : + 81 799 .21 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **approuve** la décision modificative N°2 du budget commune.

N°2014-55 BUDGET LOTISSEMENT – INVESTISSEMENT DECISION MODIFICATIVE N°1

Il y a lieu de transférer le montant de l'emprunt contracté par le budget communal en lieu et place du budget lotissement vers le compte autres emprunts et dettes assimilées en réalisant les écritures suivantes :

Recettes

1641 : - 81 799 .21 €

168741 : + 81 799 .21 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **approuve** la décision modificative N°1 du budget lotissement.

**N°2014-56 RECRUTEMENT D'AGENT NON PERMANENT EN CAS DE
REMPLACEMENT D'UN FONCTIONNAIRE OU
D'ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3-1, 3 1°) et 3 2°)

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

En conséquence, il est autorisé le recrutement d'agents non titulaires de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés :

- * à un accroissement temporaire d'activité dans les conditions fixées à l'article 3 1°) de la loi susvisée, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.
- * au remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent non titulaire dans les conditions fixées à l'article 3-1 de la loi susvisée.
Ces contrats sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 14 voix pour et 1 abstention :

- **autorise** M. le Maire à recruter un agent non permanent pour un accroissement temporaire d'activité ou le remplacement d'un fonctionnaire.

**N°2014-57 POSTES D'ANIMATEURS POUR L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS
HEBERGEMENT**

Dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires, il s'avère nécessaire de recruter 2 animateurs afin, d'une part d'assurer l'encadrement des mercredis après-midi en période scolaire mais également les activités périscolaires. Ces animateurs seront recrutés en contrat à durée déterminée sur une base de 7/35^{ème} et 12/35^{ème}.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 1 abstention et 14 voix pour :

- **autorise** M. le Maire à recruter deux animateurs non permanents dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires.

N°2014-58 RENOUELEMENT DES MEMBRES DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALES DES IMPOTS DIRECTS

Le Conseil Communautaire du Val d'Ille a créé le 01/04/2012 une commission intercommunale des impôts directs composée de 11 membres.

L'article 1650 A-2 du code général des impôts dispose que les commissaires ainsi que leurs suppléants en nombre égal sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, dressée par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sur proposition de ses communes membres.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 14 voix pour et 1 abstention :

- **désigne** Monsieur GUIAT Roger, commissaire titulaire
- **désigne** Monsieur ROBERT Patrick, commissaire suppléant

N°2014-59 FIXATION DU TARIF POUR LOCATION DU DOMAINE PUBLIC

Une entreprise locale de charpente (Constructions Bois d'Ille et Rance) souhaite occuper un espace près de la salle des sports pour une durée de 10 jours. S'agissant d'une occupation du domaine public, un tarif doit être fixé.

Après en avoir délibéré, et sous réserve d'apporter toute la sécurité au chantier, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **décide** de à fixer 15 € par jour sur une durée de 10 jours

N°2014-60 MISE EN PLACE DU DISPOSITIF ARGENT DE POCHE

M. Le Maire informe que depuis plusieurs années, un dispositif « Argent de poche » existe sur le plan national. L'action consiste à proposer aux jeunes de 16 à 18 ans la réalisation de chantiers sur le territoire de la commune, rémunérés en argent liquide.

Les objectifs principaux sont les suivants :

- Impliquer les jeunes dans l'amélioration de leur cadre de vie.
- Valoriser aux yeux des adultes le travail effectué par les jeunes.
- Améliorer l'image et le comportement des jeunes dans la commune.

Sur le plan éducatif, le dispositif « Argent de poche » cumule un certain nombre d'objectifs qui participent à une évolution favorable des jeunes bénéficiaires et contribuent à favoriser les liens intergénérationnels :

- Il permet à des jeunes de disposer d'argent de poche ;
- Il confronte tous les participants à des règles simples et à des objectifs accessibles ;
- Il favorise une appropriation positive de l'espace public ;
- Il permet d'appréhender les notions d'intérêt et d'utilité collective ;
- Il favorise l'action des jeunes vis-à-vis des adultes ;
- Il concourt à une image positive des institutions ;

- Il soutient un dialogue avec les jeunes et une reconnaissance mutuelle ;
- Il sensibilise au monde du travail et au travail rendu par les personnes des services communaux ;
- Il participe à la lutte contre l'inactivité.

A titre d'exemple, voici des travaux qui pourraient être réalisés sur la commune dans le cadre du dispositif « Argent de poche » :

- Arrosage et nettoyage des massifs,
- Peinture,
- Entretien des locaux, etc ...
- Rangement

Les jeunes interviennent pendant les vacances scolaires sur un temps de travail de 3h30 comprenant une pause d'une demi-heure et à raison de 30 demi-journées maximum par an. La rémunération est fixée à 15 € par mission de 3 heures. L'encadrement des jeunes est assuré par le personnel du service concerné sur la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 1 voix contre et 14 voix pour :

- **Approuve** ce dispositif dont la mise en place sera faite à partir des vacances d'été 2014.

N°2014-61 DISPOSITIF « ARGENT DE POCHE » : INSTITUTION D'UNE REGIE D'AVANCES

M. Le Maire informe que suite à la mise en place du dispositif argent de poche, il convient de créer une régie d'avances afin de permettre la rémunération des jeunes en espèces. La création de cette régie aura lieu par arrêté, ainsi que la nomination du régisseur et de son suppléant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 1 voix contre et 14 voix pour :

- **accepte** la création d'une régie d'avances
- **accepte** la nomination d'un régisseur et de son suppléant
- **donne** tous pouvoirs au Maire afin de prendre les arrêtés correspondants

N°2014-62 COMPOSITION DE LA COMMISSION « ASSOCIATIONS »

En raison de la présence d'un conflit d'intérêt entre la fonction de certains élus de la commission associations et de leur activité ou de celle de leurs proches au sein même d'associations de la commune, Monsieur Jérôme BOURNONVILLE ainsi que Mme Fabienne NOURRY ont présenté leur démission de la commission associations.

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

- désigne Mme Chantal HULAUD et Mme Isabelle PARIS comme nouveaux membres de la commission associations.

Fin de la séance à 23h00

Signatures :

L. VAN AERTRYCK		J. BAILLEUL	
L. MOIRÉ		J. BOURNONVILLE	
R. LEMARCHAND		N. BRAULT	
I. PARIS		C. HULAUD	
G. BOULASSIER		C. LANGLAIS	Absente ayant donné pouvoir
F. NOURRY		N. MONTEBAULT	
M. BULET		S. QUERNEC	
R. LEDREUX			